

[Texte]

Mr. Javier Caceres (Executive Director, Prairie Pools Inc.): We have had some discussions about the article and it seems that it is more a principle than a legal article. That is why we emphasize that the real problem is with the spirit of the Free Trade Agreement. Because of the way it was put in the context of the agreement, it was more like a moral thing rather than a legal thing that we could use effectively. That is why we have been promoting the linkage policy: we will open the border if you talk about this. That is why the Australians use the linkage policy, in order to get some assurance from the U.S. that they are going to respect some of their market.

• 1210

In the specific case of the Australians, they even use the threat of closing military bases in Australia. They have been given this assurance from the U.S. government.

Mr. MacAulay: You are telling me that the Australians were going to close bases?

Mr. Caceres: They used it as a threat. One of the specific estates in Australia said that if they did not resolve this problem, they were going to look around at how they could hurt them.

The overall problem we are confronting here is the overall linkage between one specific aspect of our policies with other aspects that will help us make the case, because we need to recognize that our dependency in the overall U.S. economy has increased over time, and that reduces your ability to confront that kind of situation.

Mr. MacAulay: I believe, Mr. Larsen, you indicated retaliation between Canada and the U.S. Did you use the word retaliation? Were you concerned about American retaliation to markets that we have in the U.S. other than grains? Is that where you were coming from?

Mr. Larsen: Yes. I think they could expand into almost any area. They seem to have a mechanism in place much more accessible to them with regard to countervail.

Mr. MacAulay: The grain farmers are paying the price.

Mr. Larsen: Yes, they would be.

Mr. MacAulay: In another situation, with the American grains entering Canada, the American makes the deal, let us say, with a Canadian mill and he exports it directly into Canada to a Canadian mill, by Canadian farmers, and they make the deal where the Canadian farmer has to go through the Canadian Wheat Board. Do you see this not having some negative effects or a problem with control as far as the Canadian Wheat Board is concerned in controlling the farmers, to have a direct control on the wheat? If I am sitting there with wheat and you are across the border with wheat and you can do what you like with it and I have to go through the Canadian Wheat Board, do you not see that creating a bit of a problem for the Wheat Board itself?

[Traduction]

M. Javier Caceres (directeur général, Prairie Pools Inc.): Nous avons eu des discussions à ce sujet; il semble qu'il s'agisse davantage d'un principe que d'un article de loi. C'est pourquoi nous affirmons que le véritable problème réside dans l'esprit même de l'Accord de libre-échange. À cause de la façon dont cette question a été intégrée dans l'accord, il s'agit plutôt d'une obligation morale, et non d'une disposition juridique que nous pourrions appliquer efficacement. C'est pourquoi nous prônons une politique de réciprocité: nous sommes prêts à ouvrir nos frontières si vous voulez bien discuter de ceci ou de cela. C'est pour cela que les Australiens utilisent cette politique de réciprocité; ils espèrent ainsi obtenir des Américains l'assurance qu'ils vont respecter certains marchés australiens.

Dans le cas des Australiens, ils ont même menacé de fermer les bases militaires en Australie. Le gouvernement américain leur a donc donné les garanties qu'ils voulaient.

M. MacAulay: Vous dites que les Australiens voulaient fermer des bases?

M. Caceres: Ils en ont fait la menace. Un des grands producteurs australiens a dit que, si les Américains ne réglaient pas ce problème, il allait examiner les façons de leur faire du tort.

Le problème qui se pose, c'est celui des liens globaux entre les différents aspects de notre politique, pour nous aider à défendre notre point de vue, parce qu'il nous faut reconnaître que notre dépendance envers l'économie américaine dans son ensemble a augmenté depuis un certain temps et que cela réduit nos chances de régler efficacement ce genre de problèmes.

M. MacAulay: Il me semble, monsieur Larsen, que vous avez parlé de représailles entre le Canada et les États-Unis. Avez-vous utilisé le mot «représailles»? Est-ce que vous craignez les représailles américaines sur les marchés que nous occupons aux États-Unis, à part celui du grain? Est-ce que c'est de cela que vous voulez parler?

M. Larsen: Oui. Je pense que les Américains pourraient s'étendre dans presque tous les domaines. Les mécanismes en place chez eux semblent permettre beaucoup plus facilement les mesures compensatoires.

M. MacAulay: Et les producteurs de grain en paient le prix.

M. Larsen: Oui, c'est ce qui arriverait.

M. MacAulay: Dans un autre cas, celui du grain américain importé au Canada, il peut arriver, par exemple, que les Américains concluent une entente avec une minoterie canadienne et qu'ils exportent directement leurs produits au Canada, à cette minoterie canadienne, en passant par-dessus les producteurs canadiens, et ils s'arrangent ensuite pour que ces producteurs canadiens aient à passer par la Commission canadienne du blé. Ne pensez-vous pas que cela pourrait avoir des effets négatifs sur les moyens de contrôle de la Commission canadienne du blé, en ce qui concerne les producteurs qui ont un contrôle direct sur le blé produit? Si je suis ici avec mon blé et que vous êtes de l'autre côté de la frontière avec le vôtre, et que vous pouvez en faire ce que vous voulez, alors que moi, je dois passer par la Commission canadienne du blé, ne pensez-vous pas que cela pose un problème pour la commission elle-même?